20211118 Rue89 Lyon
https://www.rue89lyon.fr/2021/11/18/occupation-logement-fonction-ecole-lyon-8eme-ca-nous-permet-eviter-rue/
Société
L'**AUTEUR Laure Solé**

Occupation du logement de fonction d'une école de Lyon 8e : « Ça nous permet d'éviter la rue »

Ce samedi, une manifestation pour protester contre la non-prise en charge de familles à la rue est organisée par le collectif Jamais sans toit. Rue89Lyon est allé à la rencontre d'une famille qui occupe, appuyée par ce même collectif, un logement de fonction de l'école Philibert Delorme, à Grand-Trou (Lyon 8e).

C'est par un portail dérobé que l'on entre dans le logement occupé par Samir*, Sarah* et leurs trois enfants (les noms ont été changés pour préserver l'anonymat de la famille). Derrière une cour intérieure, après avoir gravi une volée de marches en pierres, s'ouvre la porte d'un petit appartement un peu vétuste. Une petite kitchenette, une salle de bain et deux chambres jouxtent le salon. L'une des chambres est remplie de piles de cartons, allant jusqu'au plafond.

La famille nous accueille dans une pièce qui sert aussi de chambre, leurs trois enfants sagement assis sur un matelas. Samir se remémore leur arrivée :

« On a dormi ici pour la première fois jeudi 21 octobre. Cela faisait longtemps que le logement n'était plus utilisé. Il servait surtout de débarras. Elles ont tout enlevé pour qu'on puisse venir. »

« Elles », c'est le groupe de mamans, qui ont récemment rejoint le collectif Jamais sans toit, et qui ont pris à bras le corps la situation de Sarah, Samir et de leurs trois enfants. Les enfants de Sarah et Samir sont respectivement en CM2 pour l'aîné, en CE2 pour son petit frère et la petite dernière est en petite section de maternelle.

Celles qui aident la famille de Samir et Sarah sont des habitantes du quartier et des mamans qui ont leurs enfants scolarisés à l'école primaire Philibert Delorme (Lyon 8ème). Le groupe scolaire n'avait jamais, jusque-là « hébergé » de famille sans-abri.

Sandra est graphiste et maman d'un petit garçon en petite section, elle se souvient du début de la mobilisation :

« On a été mises au courant le lundi par l'association de parents d'élèves qu'une famille allait se retrouver à la rue, et le jeudi on aidait à déménager les affaires de la famille dans le logement de fonction. »

Occupation d'une école à Lyon 8 : « personne n'a envisagé de ne pas aider »

Mises au courant de la menace planant sur la famille de Samir et Sarah, les mamans ont essayé de réfléchir à une solution. Sandra se souvient :

« On a fait une grande réunion informelle à la sortie de l'école, devant le portail, sur la place. Il y a beaucoup de mamans qui ont ajouté leur adresse à la mailing list et qui ont proposé d'aider comme elles pouvaient. Il y a même des voisines qui ont déclaré qu'elles leur feraient le repas tous les soirs, et depuis un mois, elles ne manquent pas de préparer un seul dîner ! »

Pour la jeune maman, cette réaction presque automatique des parents d'élèves et des riverains est naturelle :

« Je crois que personne n'a envisagé de ne pas aider. Ça semblait évident qu'il se passait quelque chose de grave et qu'il fallait agir. »

Un groupe resserré de quelque quatre mamans a réfléchi aux possibilités pour aider la famille, en consultant notamment le collectif Jamais sans toit qu'elles ont rejoint :

« On s'est dit qu'on allait faire comme dans les autres écoles occupées, et c'est là qu'on s'est rendues compte qu'on avait mieux que des salles de classe : Un logement de fonction qui n'était plus utilisé que comme débarras. On s'est dit qu'on pourrait temporairement accueillir la famille là-bas. »
Ce logement de fonction, comme tous les locaux des écoles, appartient à la Ville de Lyon qui n'a pas été questionnée en amont de cette mise à l'abri. Cependant, la direction de l'école tolère l'occupation de l'appartement. Sandra poursuit son récit :
« Le premier soir, après avoir déménagé, on a mangé un grand couscous, préparé par une amie de Sarah. C'était convivial. Maintenant on essaye de passer régulièrement au cas où la famille a besoin de quelque chose. »

« On ne doit pas être dans l'appartement pendant les heures d'école »

Si certaines écoles comme Michel Servet (Lyon 1er) ou Gilbert Dru (Lyon 7è) sont mobilisées presque tous les ans pour héberger des familles à la rue, chaque hiver, sporadiquement, de nouvelles écoles rejoignent le mouvement, à la suite de la connaissance de la situation précaire d'enfants scolarisés.

Mi-novembre, selon le collectif Jamais sans toit, c'est 54 familles et 123 enfants qui sont à la rue.

À l'école Philibert Delorme, c'est un hébergement d'un genre particulier. Généralement, lors des occupations, les familles dorment dans des gymnases et des salles de classes des écoles.

Ici, dans un appartement chauffé, la famille bénéficie d'un peu plus d'intimité que d'ordinaire, même si le logement de fonction manque du confort habituel.

Dépourvu de machine à laver et de plaques électriques, Sarah lave le linge à la main dans le lavabo deux fois par semaine, et c'est des voisines du quartier qui apportent à la famille des repas chauds chaque soir.

De plus, l'hébergement d'urgence de l'appartement de fonction est soumis aux mêmes « règles » que toutes les occupations d'écoles. La maman détaille :

« On ne doit pas être dans l'appartement pendant les heures d'école, pour des raisons de sécurité nous a-t-on dit. On quitte l'appartement tous les jours à 8h20 et on y retourne pour 16h30. »

Les cartables des enfants de Sarah* et Samir*, hébergés en urgence au sein du logement de fonction de l'école Philibert Delorme située à Lyon 8è. ©LS/Rue89Lyon

Alors chaque jour, pendant que les trois enfants de 2, 8 et 10 ans sont à l'école, Sarah va chez une amie et Samir part travailler. Le père de famille vend des légumes sur les marchés en France :

« J'aime le commerce, en Algérie j'étais dans la téléphonie. Ça me plaît de vendre des légumes. »
Arrivée en France en 2018, cherchant à éviter d'importants problèmes familiaux en Algérie, la famille a d'abord vécu deux ans à Givors, hébergée par des amis, puis deux autres années à Grand-Trou, dans l'appartement vacant d'un autre ami.
« Il est resté bloqué deux ans au pays à cause du Covid, mais en octobre dernier, il est revenu. Ce n'était pas possible de vivre à deux familles dans un T2. »

Une manifestation ce samedi à l'occasion du 32e anniversaire de la Convention internationale des Droits de l'enfant

La manifestation de ce samedi organisé par Jamais sans toit se tient le jour du 32e anniversaire de la Convention internationale des Droits de l'enfant, l'occasion pour le collectif Jamais Sans Toit et le Réseau Education sans Frontières (RESF) de faire entendre l'urgence de loger les 123 enfants à la rue dans la métropole. La manifestation débutera place des

Terreaux (Lyon 1er) à 14h et s'achèvera aux environs de 16h devant la préfecture du Rhône (Lyon 3è), compétente en matière d'hébergement d'urgence.

Samir, « hébergé » en école à Lyon : « Le collectif nous soutient beaucoup »

Samir est un père prévoyant. Il a essayé de trouver un logement à plusieurs reprises, mais d'un point de vue administratif, cela lui était impossible. Samir n'a pas les « papiers français », et il attend encore un peu pour les demander :

« D'après la circulaire Valls, les Algériens doivent attendre 5 ans de présence sur le territoire et au moins un enfant scolarisé pour espérer avoir des papiers. Je préfère ne pas les demander avant d'avoir fait les 5 ans, j'ai peur de recevoir une OQTF [Obligation de Quitter le Territoire Français – la circulaire Valls n'est pas spécifique à certaines nationalités, ndlr]]. »

Avant d'être mis à l'abri dans l'école du quartier (Lyon 8è), la famille a appelé 115, qui a tardé à leur répondre et ne leur a pour l'instant pas trouvé de solide alternative. La famille est donc particulièrement reconnaissante envers le collectif. Samir témoigne :
« Ça nous a permis d'éviter la rue, on ne savait plus quoi faire. »

Malgré cet élan de solidarité venant de l'école et du quartier, l'avenir de la famille reste très incertain :
« On n'est pas chez nous ici. Le collectif nous soutient beaucoup, ils ne nous ont pas laissés livrés à nous-mêmes une seule seconde. Mais on sait qu'on n'est ici que temporairement. »
Sarah poursuit en baissant la voix :
« Le plus important pour nous, c'est de préserver les enfants. Déjà on est contents qu'ils n'aient pas eu à changer d'école. On est aussi contents qu'ils soient en bonne santé, mais on aimerait surtout qu'ils ne s'inquiètent pas. »

À lire aussi sur Rue89Lyon :

• Écoles occupées à Lyon : « Ce n'est pas à nous, parents, de pallier les carences de l'État »

• Accueillir des jeunes migrants chez soi à Lyon : « Je n'héberge pas des idées, j'héberge des enfants »

• À l'ancien hôpital Charial de Francheville transformé en centre d'hébergement : « On prône la mixité »

Les trois enfants, sages comme des images, grignotent des madeleines. Mehdi* est l'aîné de la fratrie, âgé de neuf ans, il rêve de devenir pilote :

« Pour l'instant, ma matière préférée à l'école, c'est le français. Mais plus tard, j'aimerais explorer le monde dans un avion, comprendre comment fonctionnent tous les boutons dans le cockpit. »

La façade de l'école Philibert Delorme à Lyon 8è, qui héberge en urgence au sein de son logement de fonction une famille. ©LS/Rue89Lyon

A côté, Sarah, sa maman, caresse d'autres espoirs :
« Ça fait longtemps que je n'ai pas fait à manger pour ma famille. J'aimerai bien leur faire de l'harira, une soupe de légumes algérienne. »

« Ce sont des dizaines de familles qui vont se retrouver sans solution à Lyon »

Afin de demander des places d'hébergement pour les sans-abri, dont les familles SDF comme celle de Samir et Sarah, le collectif Jamais sans toit en partenariat avec le Réseau Education sans Frontière organisent une manifestation ce samedi 20 novembre.

L'occasion pour le collectif de dénoncer un Etat jugé défaillant :

« Faute de places supplémentaires créées cet hiver par l'Etat [il n'y aura pas de plan froid cet année, ndlr], ce sont des dizaines de familles qui vont se retrouver sans solution. » *Raphaël Vulliez, du collectif Jamais Sans Toit*
Ainsi qu'une gestion « dangereuse » du ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer :
« Au cœur de la crise sanitaire, [le ministère] ferme la porte de l'école à des centaines d'enfants nouvellement arrivés en France qui perdent des semaines, parfois des mois de classe en attendant une place à l'école ou en formation. »

Jamais sans toit tient aussi à rappeler que la Métropole de Lyon ne s'est pas illustrée par une politique particulièrement volontariste en matière d'hébergement d'urgence :

« En annonçant qu'elle n'agira pas au-delà de son champ de compétences – en ciblant exclusivement les femmes enceintes de plus de 8 mois et les femmes isolées avec enfant de moins de 3 ans – elle laisse les enfants plus grands ou les pères à la rue. »